

Les travailleurs du pôle de presse CAP (Champagne-Ardenne-Picardie) appartenant au groupe Hersant refusent le chantage à l'emploi et se mobilisent contre la destruction de leur outil de travail

L'avenir d'une partie des salariés de la Presse Quotidienne Régionale (PQR) s'assombrit dangereusement en devenant le jouet des banques et des actionnaires. Un des principaux groupes de presse français, plus précisément le 3^e, l'entreprise GHM (Groupe Hersant Média) va ainsi pousser des centaines de salariés de la PQR à se confronter au principe de réalité capitaliste, celui du chômage et de l'humiliation sociale. Son pôle CAP (Champagne-Ardenne-Picardie) va subir une violente restructuration avec une saignée de plus d'un tiers de ses personnels pour satisfaire l'acheteur potentiel, le groupe de presse belge Rossel-Voix du Nord.

GHM en quelques chiffres et quelques dates

Fin 2007, GHM, groupe de presse affichant une belle santé capitaliste, pèse 960 millions d'euros et 7200 salariés. Le groupe contrôle 27 titres de la presse régionale, 2 télévisions et 7 radios locales. Il détient des parts dans d'autres médias régionaux. Mais GHM, c'est aussi son « H », Philippe Hersant, heureux exilé fiscal résidant en Suisse pour échapper à l'impôt sur la plus-value, digne héritier des restes d'un empire de presse bâti par son père, Robert Hersant, ancien collaborationniste (fondateur de Jeune Front, groupuscule pro-nazi) passé à « Gauche » (Parti Radical-Socialiste et Fédération de la Gauche Démocratique Socialiste) puis repassant à Droite. Détenteur de presque 27 % de GHM, Philippe Hersant est également propriétaire, à hauteur de 80%, du groupe Éditions Suisses Holding. Depuis 2001, ce petit empire helvète prospère et se targue d'être plus rentable que son pendant français. Il affiche pour 2011 presque 60 millions de chiffre d'affaire.

Selon le journal *Les Échos*¹ le chiffre d'affaires de la partie française de GHM est, depuis 2008, en chute libre : 900 millions d'euros en 2008, 749 en 2009 et 697 en 2010 avec un résultat net pour l'année 2010 de – 217 millions. En ce qui concerne les salariés, leur nombre est tombé de 7200 en 2009 à 4200 en 2012 ; la différence s'explique par 4 PSE, le quatrième étant la liquidation définitive de la COMAREG (filiale de GHM) en novembre 2011. GHM tente donc de vendre au plus offrant l'outil de travail de milliers de salariés d'une presse en crise. Un groupe de 17 banques créancières, avec en tête BNP-Paribas, réclame les 200 millions que GHM leur doit. Qu'importe la manière, la fin justifiant les moyens, dût-elle laminer le droit du travail, le droit syndical, la liberté d'expression pour réduire drastiquement le coût du travail et une main-d'œuvre indocile et syndiquée.

La situation sociale et syndicale du Pôle CAP

L'annonce d'une reprise du Pôle CAP tombe comme un couperet le 9 mai dernier. C'est aussi la date de la première négociation réunissant repreneur, direction et syndicats, contrairement à ce qu'avance un communiqué du groupe Rossel en date du 27 juin 2012 annonçant qu'« *après 8 mois de négociations le groupe Rossel se retire du projet de rapprochement* » (*sic*).

La condition *sine qua non* de cette opération, présentée comme un sauvetage, est la suppression d'un tiers des emplois afin de rééquilibrer les comptes des différentes sociétés composant le pôle. Le chantage à l'emploi commence. Les sections syndicales FILPAC-CGT (fédération du livre), majoritaires aux différents comités d'entreprise, associées au SNJ-CGT (syndicat de journalistes), refusent la pression que le repreneur potentiel exerce sur les salariés et leurs représentants. Un bras de fer et une guerre de positions s'engagent progressivement entre la direction de GHM, le groupe Rossel, le soi-disant collectif de salariés non-syndiqués soutenus par la direction et la CFDT, d'un côté, la FILPAC-CGT soutenue par le SNJ-CGT, de l'autre.

Tout le pôle est concerné : la régie publicitaire CAP Régie, trois quotidiens régionaux (*L'Union-L'Ardennais*, *L'Est-Eclair*, *Libération Champagne*) et le quadri-hebdomadaire *L'Aisne Nouvelle*. Le montage financier et entrepreneurial de GHM et de Rossel a pour finalité un projet industriel aux contours flous mais avec la certitude d'un plan dit de « Sauvegarde de l'Emploi » sacrifiant 230 salariés, dont 192 non-journalistes, sur un total de 650.

¹ Les Echos.fr, 3 juillet 2012.

Les syndicats réformistes refusent de se battre contre les licenciements

Le site rémois, en l'occurrence le journal *L'Union* et son imprimerie, est au cœur et à la tête du conflit, car 350 salariés y travaillent, presque 55% des effectifs du pôle CAP. 170 000 exemplaires de journaux sortent chaque jour des rotatives rémoises pour irriguer d'informations locales les 4 départements du pôle. Ces réalités chiffrées laissent penser que les travailleurs peuvent prendre en main leur destin et leur outil de travail en expropriant les patrons. Mais très rapidement le front de la lutte se fissure, laissant une béance dans laquelle s'engouffrent désinformation patronale et opportunisme syndical.

La FILPAC-CGT et le SNJ-CGT dénoncent le moins-disant social, mais contre-proposent un Plan de « Sauvetage de l'Emploi »... de 125 licenciements, ce qui fait écrire à un journaliste de l'hebdomadaire rémois, *L'Hebdo du Vendredi* : « On peut se demander pourquoi 125 et pas tout bonnement aucun »².

Le 19 juin une partie des salariés organisés en collectif « Sauvons les journaux du pôle C.A.P », soutenue par la direction et la CFDT, a eu recours au sacro-saint référendum pour faire parler les urnes, poussant la tartufferie jusqu'à la théâtralisation en organisant le vote sous le contrôle d'huissiers. Le résultat de cette consultation donne 324 votants sur 624 inscrits. A la question « êtes-vous d'accord pour finaliser dans le cadre d'une reprise des négociations avec GHM-Rossel, le dernier plan connu », la majorité des salariés votants dit « oui ». Il faut reprendre l'illusoire dialogue social et sacrifier des emplois comme si le licenciement des uns protégeait l'emploi des autres.

Le 21 juin, à Reims, la FILPAC fait tonner sa colère contre l'impérite et le mépris du duo Hersant-Rossel³. La réunion des quatre CE, le 25 juin, débouche sur un statu quo. Rossel a bien compris qu'une division du front des salariés et des syndicats serait bénéfique à son plan B, projet de racheter des titres de presse à bas coût, suite à un dépôt de bilan, dégraissant au passage un maximum de salariés et se débarrassant par la même occasion des syndicats, empêchant de fouler au pied le droit du travail et d'exploiter sans entraves la force de travail.

Ainsi la désignation d'un coupable et d'un bouc-émissaire sert de repoussoir et de structuration idéologique à l'anti-syndicalisme, mais également à la contre-mobilisation réactionnaire, bercée d'illusions par les vertus du sacro-saint dialogue social et par celle du référendum. Une sorte de politique du pire qui dessert en définitive l'intérêt de tous les travailleurs.

Philippe Hersant est un multirécidiviste

En novembre 2011, la société COMAREG, filiale du groupe GHM, editrice de journaux de petites annonces, notamment PARU-VENDU, est liquidée, sans coup férir. Ainsi 1650 salariés (150 à Tinquieux, ville de la banlieue rémoise où se situait l'imprimerie Hebdoprint/Comareg) sont licenciés sans sourciller, en toute impunité, sans que s'émeuvent ni les politiques en général, ni le gouvernement de droite en particulier. Depuis 2008, ce sont 1500⁴ de leurs collègues qui ont été rayés du monde salarial. Hersant remporte le triste prix du plus important PSE de l'année 2011⁵.

Notre camarade Philippe Poutou s'était rendu sur le site et avait rencontré les salariés du site rémois Comareg/Hebdoprint et les avait exhortés à se battre, à unir leur lutte à d'autres pour la révolte sociale ; il avait rencontré malheureusement la résignation qui s'empare des salariés en colère, en de telles circonstances. Il les avait également accompagnés lors de leur occupation d'une radio locale, se faisant alors leur porte-voix pour une adresse au groupe GHM et au gouvernement. Ces derniers ont répondu aux travailleurs par un silence méprisant.

Depuis plusieurs années GHM restructure ses titres de presse. En février dernier, le pôle normand (*Paris-Normandie* et les journaux de la région havraise) subit le chantage à l'emploi, 365 salariés sont concernés et 260 pour le pôle Sud (*Nice-Matin*, *La Provence* entre autres). À chaque fois c'est la même antienne et les mêmes menaces : la suppression de postes ou la cessation de paiements. Ce chantage à l'emploi est une des caractéristiques du système capitaliste.

Sans vergogne ni sentiments, Hersant, ce représentant d'un patronat affichant morgue et mépris, brade ses biens pour les faire racheter à bas prix et éponger, au passage, ses dettes accumulées. Il a également bénéficié, pour amortir ses pertes financières, des largesses de l'Etat, du CIRI (Comité Interministériel de Restructuration Industrielle dépendant du Ministère de l'Economie, qui

² *L'Hebdo du vendredi*, n°266, du 29 juin au 5 juillet 2012.

³ <http://indignesdupolecap.wordpress.com/>

⁴ <http://www.latribune.fr/technos-medias/20111103tribo00661381/paru-vendu-liquide-plus-gros-plan-social-de-l-annee-en-france.html>

⁵ Voir Ecrans.fr ; *L'hebdo du vendredi*, n°266 du 29 juin au 5 juillet 2012, p.4 ; Liberation.fr, 20 mai 2012.

prétend sauver les entreprises en grande difficulté de plus de 400 salariés) et des AGS (le Régime des Garanties de Salaires).

Le véritable responsable, c'est le capitalisme

L'avidité d'un capitalisme prédateur et dévoreur de profits est la seule explication qui vaille. Les syndicats réformistes acceptent le cadre du capitalisme en crise, refusent de mener une véritable lutte et vont jusqu'à la compromission. Pourtant la journée nationale de non-parution des journaux le 5 juillet dernier a démontré la capacité de mobilisation des travailleurs et leur volonté d'en découdre avec un patronat arrogant, hystérisé par des années sarkoziennes, fastes pour lui et dévastatrices pour les travailleurs.

Avec une confluence de toutes les luttes dans les imprimeries et en dehors, nous pourrons construire une riposte unitaire auto-organisée pour s'opposer au gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault et au système qu'il conforte et cautionne.

Ce que nous voulons

- Nous devons refuser TOUS les licenciements et les suppressions de postes dans le privé et dans le public. De fait l'intérêt des salariés est de ne pas être sacrifiés sur l'autel du profit. Pour interdire les licenciements, il faudra rompre avec le capitalisme lui-même.
- Exproprions les capitalistes de leurs entreprises que nous devons réquisitionner et qui devront passer sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.
- Les conflits sociaux locaux doivent confluer pour une Lutte majuscule contre tous les plans sociaux, d'Air France, de PSA, de GHM, etc., seule chance d'emporter des victoires pour notre classe.

Léo David